

Madagascar

Progrès modéré

En 2013, Madagascar a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. L'ancien gouvernement de fait a dressé une liste des travaux dangereux pour les enfants, mené des enquêtes sur des affaires liées au travail forcé et à la traite des enfants, et engagé des poursuites judiciaires contre sept auteurs de traite des enfants à des fins sexuelles. Les comités nationaux et régionaux de lutte contre le travail des enfants ont poursuivi leurs travaux, et le gouvernement a financé un centre qui fournit des services aux enfants soustraits à des situations de travail des enfants. Toutefois, à Madagascar, des enfants continuent d'être astreints au travail des enfants dans l'agriculture et aux pires formes de travail des enfants dans l'extraction minière. En outre, la mise en œuvre des politiques était limitée, il n'y avait pas d'inspections des lieux de travail concernant les violations liées au travail des enfants, et le nombre des programmes sociaux n'était pas suffisant pour faire face à l'ampleur du problème.

I. PREVALENCE ET REPARTITION SECTORIELLE DU TRAVAIL DES ENFANTS

Des enfants à Madagascar sont engagés dans le travail des enfants dans l'agriculture et dans les pires formes de travail des enfants dans l'exploitation minière. (1, 2) Le Tableau 1 ci-dessous fournit les indicateurs-clé sur le travail effectué par les enfants et l'éducation à Madagascar.

Tableau 1. Statistiques sur le travail effectué par les enfants et l'éducation

Enfants travaillant, âgés de 5 à 14 ans (% et population):	Age	
Travaillant (% et population)	5-14 ans	22,1 (1.206.992)
Inscrits à l'école	5-14 ans	69,1
Combinant le travail et l'école	7-14 ans	15,4
Taux de finition de l'école primaire		69,5

Source pour les taux de finition de l'école primaire: données de 2012, publiées par l'UNESCO Institute for Statistics, 2014.(3)

Source pour toutes les autres données: analyse des statistiques de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants par le Projet Understanding Children's Work, 2007.(4)

Sur la base d'une révision des informations à disposition, le Tableau 2 ci-après donne un aperçu du travail effectué par des enfants par secteur et par activité.

Tableau 2. Aperçu du travail effectué par des enfants par secteur et activité

Secteur/filière	Activité
Agriculture	Production de thé†, raisins†, vin†, cacao†, sisal†, copra† (chair de coco séchée), chanvre†, et coton†(1, 5-7)
	Pollinisation manuelle de fleurs et travail dans le processus de triage et de séchage dans la production de vanille (1, 2, 8-10)
	Pêche† et plongée sous-marine†, dont pour pêcher des crabes†, concombres de mer †, crevettes†, et huitres†(1, 11-15)

	Gardiennage de bétail (<i>zébu</i>) † chèvres, et moutons† (1, 7, 11, 15-17, 18)
Industrie	Exploitation minière† de l'or*, saphir, cristal†, quartz†, et tourmaline† (1, 11-14, 19-22)
	Transport* de blocs, pierres, eau dans des sites miniers (16, 19)
	Broyage et tamisage, et excavation de trous dans des sites miniers
	Production de sel†(1, 14)
	Extraction et broyage de pierres, et fabrication de gravillons† (1, 14, 19, 22)
Industrie	Manufacture, activités inconnues (21)
	Production du charbon* (1,11)
Services	Travail dans des bars, activités inconnues*
	Transport de briques vers des camions ou sites de construction (23)
	Travail de rue, y compris comme marchands au marché, Transport de biens par des poussepoussettes, gardiennage de véhicules, et ramener de l'eau pour des restaurants (1, 13, 24)
	Service domestique*(17, 24, 25)
Pires formes de Travail des enfants catégorisé‡	Exploitation sexuelle à des fins commerciales (1, 27-30)
	Travail forcé, activités inconnues, et exploitation sexuelle à des fins commerciales suite à une traite des personnes (1, 13, 30, 31)
	Mendicité forcée†(1, 33, 34)
	Servitude de dette, activités inconnues (19, 22)

* La preuve existante sur cette activité est limitée et/ou l'étendue du problème est inconnue.

† Déterminé comme étant dangereux par la loi ou le règlement en vigueur dans le pays, donc pertinent pour l'Article 3(d) de l'ILO C. 182.

‡ Travail des enfants compris comme étant les pires formes de travail des enfants proprement dit selon l'Article 3(a) – (c) de l'ILO C. 182.

Certaines filles mineures Malagasy qui se rendent vers le Moyen Orient deviennent victimes de traite et sont exploitées à des fins de service domestique forcé et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. (35, 36) A l'intérieur de Madagascar, des enfants recrutés en tant que travailleurs domestiques par des agences de placement informelles ont été soumis au travail forcé.(32) La traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle à des fins commerciales survient dans les villes côtières comme Toamasina, Nosy Be, Toliara, Antsiranana, et Mahajanga, ainsi que dans la capitale, Antananarivo.(36) La plupart de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle survient avec l'implication de proches, mais des amis, des transporteurs, guides touristiques et personnel d'hôtel facilitent également la traite des enfants.(32, 36, 37) Depuis le dernier rapport, des preuves limitées suggèrent un tourisme sexuel sur des enfants a augmenté, plus particulièrement dans les villes côtières et dans la capitale.(27, 32) Des parents peuvent forcer leurs enfants à s'engager dans diverses formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales afin de subvenir aux besoins de leurs familles ; dans certains cas, ils négocient directement les prix avec les clients.(32, 36, 37) Certains enfants sont recrutés de manière frauduleuse pour travailler dans la capitale comme serveuses, femmes de chambre et masseuses avant d'être forcés à s'engager dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Dans certains cas, la pratique traditionnelle de *Tsenan'ampela (marché de filles)* où des filles sont envoyées aux marchés pour attirer un mari et arranger un mariage, a entraîné des filles dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales.(19)

Des enfants dans le secteur des mines souffrent de problèmes respiratoires et de maladies comme la diarrhée et le paludisme.(18) Des enfants courent également un risque de se blesser dans des effondrements de mines.(18) Un nombre croissant d'enfants sont impliqués dans l'exploitation aurifère dans les régions d'Illakaka, Analamanga, Vakinankaratra, et Anosy.(11, 12, 17, 19, 20) Des enfants font des excavations minières allant jusqu'à 15 mètres de profondeur et emportent avec eux des sacs en plastique remplis d'air pour pouvoir respirer. Des jeunes garçons, dont certains n'ont que 10 ans, sont descendus dans le trou pour collecter de la terre pour être tamisée dans les rivières adjacentes.(18)

Les enfants sont plus particulièrement vulnérables à l’abus et à l’exploitation, sont moins portés à être scolarisés, et sont plus vulnérables aux pires formes de travail des enfants depuis la crise économique et politique de 2009-2014, déclenchée par un coup d’état soutenu par l’armée.(1, 21, 26) Depuis le dernier rapport, des élections présidentielles et législatives crédibles ont été tenues, ayant résulté en l’investiture d’un Président élu et d’une Assemblée Nationale depuis janvier 2014.

En plus, des enfants à Madagascar font face à d’importants obstacles à l’éducation, y compris l’absence d’infrastructure écolière (surtout en campagne), d’opportunités de formation technique et professionnelle, d’enregistrement à la naissance, et de délivrance de bulletin de naissance nécessaire aux enfants pour s’inscrire officiellement à l’école.(19, 36) Bien que le droit à l’éducation gratuite soit inscrit dans la constitution, avec une baisse des financements des bailleurs à cause de la crise politique, le Gouvernement Malagasy n’a pas été en mesure de subventionner entièrement les frais scolaires, la nourriture et les fournitures scolaires des écoliers.(33, 38) Les familles qui n’ont pu s’acquitter de ces frais supplémentaires ont gardé leurs enfants chez eux ou les ont envoyés travailler.(19, 30)

II. CADRE LEGAL SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Madagascar a ratifié toutes les principales conventions internationales portant sur le travail des enfants (Tableau 3).

Tableau 3. Ratification de Conventions Internationales sur le Travail des enfants

Convention	Ratification
ILO C. 138, Age minimum	✓
ILO C. 182, Pires formes de Travail des enfants	✓
Convention des Nations-Unies sur les droits de l’enfant (CRC)	✓
Protocole facultatif de la CRC sur le conflit armé	✓
Protocole facultatif de la CRC sur la vente d’enfants, la prostitution infantile et la pornographie mettant en scène des enfants	✓
Protocole de Palerme sur la traite des personnes	✓

Le Gouvernement a mis en place les lois et règlements pertinents relativement au travail des enfants, y compris ses pires formes (Tableau 4).

Tableau 4. Lois et règlements relatifs au travail des enfants

Norme	Oui/Non	Age	Législation y afférente
Age minimum pour travailler	Oui	15	Article 100 du Code du Travail (39)
Age minimum pour le travail dangereux	Oui	18	Article 101 du Code du Travail (16, 39)
List des occupations dangereuses interdites aux enfants	Oui		Articles 101 et 103 du Code du Travail, Articles 10 et 17-22 du Décret N° 2007-563 (39, 40)
Interdiction du travail forcé	Oui		Article 4 du Code du Travail; Article 15 du Décret N° 2007-563 (39, 40)
Interdiction de la traite des enfants	Oui		Article 15 du Décret N° 2007-563; Article 333 et 335 de la loi 2007-038 (40, 41)
Interdiction de l’exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants	Oui		Article 13 du Décret N° 2007-563; Article 335 de la loi 2007-038 (40, 41)

Interdiction d'utiliser des enfants dans des activités illicites	Oui		Article 11 du Décret N° 2007-563 (42)
Age minimum pour le service militaire obligatoire	Non applicable		
Age minimum pour le service militaire volontaire	Oui	18	Ordonnance N°. 78-002 de 1978 (42)
Age pour l'enseignement obligatoire	Oui	16	Article 24 de la Constitution; loi 2008-011 (43, 44)
Education publique gratuite	Oui		Article 24 de la Constitution (43)

*Pas d' conscription ou aucune armée existante.

En 2013, le Gouvernement a établi une liste des travaux dangereux pour les enfants; cependant, ladite liste requiert une approbation du Conseil de Ministres et est passible de changement.(43)

III. MISE EN APPLICATION DE LOIS SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Le Gouvernement a mis en place des mécanismes institutionnels pour la mise en application des lois et règlements sur le travail des enfants, y compris ses pires formes (Tableau 5).

Tableau 5. Agences responsables pour la mise en application de la loi sur le travail des enfants

Organisation/Agency	Rôle
Ministère de la Fonction Publique et du Travail, Division pour la Prévention, l'Abolition, et le suivi du Travail des enfants (PACTE)	Applique les lois sur le travail des enfants et coordonne, communique, forme, s'engage dans la recherche et le développement, administre, finance et évalue toutes les activités dans le contexte de l'élimination du travail des enfants.(1, 13, 47, 48)
Ministère de la Justice	Applique toutes les lois relatives à la violence contre les enfants, y compris la traite des personnes et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales sur des enfants. (1)
Brigade des Mœurs et des Mineurs	Mène des enquêtes sur les affaires criminelles impliquant des mineurs, y compris les questions de traite des personnes et d'exploitation sexuelle à des fins commerciales sur des enfants.(1)
Tribunaux dans les départements	Engagent des poursuites contre les personnes inculpées pour travail des enfants (1)

Les agences de mise en application de la loi à Madagascar ont pris des mesures pour lutter contre le travail des enfants, y compris ses pires formes.

Mise en application de la loi sur le travail

En 2013, le Ministère du Travail disposait d'environ 90 inspecteurs déjà à pied d'œuvre et de 30 autres en formation. (4, 13) Bien que les inspecteurs du travail soient des généralistes, ils reçoivent une formation sur le travail des enfants et peuvent effectuer des inspections sur le travail des enfants. Le personnel de la Division pour la Prévention, l'Abolition et le Suivi du Travail des enfants (PACTE) au sein du Ministère de la Fonction Publique et du Travail, comprend quatre inspecteurs du travail et un chercheur. (4, 46) Ceci dit, la PACTE ne dispose d'aucun financement de programme, suite aux réductions budgétaires au sein du Ministère de la Fonction Publique et du Travail, dont l'attribution budgétaire totale en 2013 a été de 0,42 pour cent du budget national. (1) Aucune inspection sur le travail des enfants n'a eu lieu depuis le dernier rapport. (1)

Mise en application de la loi pénale

En 2013, des enfants victimes de diverses formes d'abus ont été référés aux 450 réseaux de protection des enfants gérés par le Ministère de la Population, lesquels ont assuré protection et services sociaux pour les enfants. (1) 68 investigations relatives à la traite des personnes ont eu lieu en 2013, une majorité de ces affaires ont abouti à des poursuites, bien que le nombre exact n'ait pas été disponible. (36) Des rapports indiquent qu'une majorité de ces affaires ont impliqué des mineurs forcés à faire du service domestique. La Brigade des Mœurs et des Mineurs (PMPM) de la Police Nationale dispose d'un siège et de 15 cellules régionales dans tout Madagascar. (36) Selon des responsables de l'application de la loi, il y aurait eu 68 investigations relatives à la traite des personnes et au travail forcé en 2013.

La Brigade souffrait d'insuffisance de ressources, d'outils de base, et de formation pour le personnel. (1, 36) Selon des responsables de l'application de la loi, le financement global, les ressources humaines, le transport, et d'autres besoins ont empêché la mise en application appropriée des lois pénales relatives à l'exploitation sexuelle sur des enfants. (1)

Depuis le dernier rapport, le tribunal à Nosy Be ont signalé des poursuites sur des inculpations de traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle sous la loi contre la traite des personnes à Madagascar. (1, 36) Les peines imposées dans ces inculpations allaient de 12 mois à cinq ans de prison.

IV. COORDINATION DES EFFORTS DU GOUVERNEMENT SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Le Gouvernement a établi des mécanismes pour coordonner ses efforts visant à résoudre le travail des enfants, y compris ses pires formes (Tableau 6).

Tableau 6. Mécanismes pour coordonner les efforts du Gouvernement sur le travail des enfants

Entité de coordination	Rôle & Description
Comité National sur la Lutte contre le Travail des enfants	Coordonner les programmes, conseiller sur la législation et règlements relatifs au travail des enfants, et faire le suivi et surveiller la mise en œuvre du Plan d'Action National de la lutte contre le travail des enfants. Dirigé par le Ministère de la Fonction Publique et du Travail, avec des représentants des Ministères de l'Éducation, de la Santé, et de la Justice. (1, 17, 21, 47)
Observatoires Régionaux sur le Travail des enfants	Coordonner, faire le suivi, et évaluer toutes les activités relatives à l'élimination du travail des enfants au niveau régional, identifier les activités destinées à promouvoir l'élimination du travail des enfants, et compiler et analyser les données collectées pour les soumettre au PACTE. (17, 47)
Comités Régionaux sur le Travail des enfants	Coordonner les politiques et législation sur le bien-être des enfants. (1, 25)
Comité National de la Protection des Enfants	Diriger la politique nationale et les programmes sur la protection de l'enfant et coordonne les activités de protection de l'enfant. Il est dirigé par le Ministre de la Population et des Affaires Sociales et est composé d'un comité de pilotage et d'une commission technique de spécialistes.(1)
Institut National des Statistiques	Collecte et traitement des données pour suivre la mise en œuvre de l'UN CRC.(15, 49)
Comité Interministériel contre la traite des personnes	Coordonner les efforts de lutte contre la traite des personnes à Madagascar.(1, 32)

Les contraintes budgétaires ont sapé l'efficacité des mécanismes destinés à coordonner les efforts du gouvernement sur le travail des enfants. Le Comité National de la Protection de l'enfant, lequel a été établi en 2012, n'a fait aucune réalisation concrète depuis le dernier rapport. (1) Le Comité National sur la Lutte contre le travail des enfants a tenu des réunions pendant toute l'année et des membres du comité se sont rendus dans les régions d'Ihosy, de Vakinankaratra, et du Betsiboka pour procéder à une évaluation du travail des enfants. (1) Les comités régionaux ont été actifs à un certain degré; par exemple, le comité régional sur le travail des enfants dans la région Sava a été désigné, a reçu une formation, et a conçu son propre plan d'action, surtout pour aborder le problème de travail des enfants dans le secteur vanille. (1) Mais à cause d'un manque de fonds, ce comité a dû faire face à des limitations graves sur sa capacité à suivre son plan d'action depuis le dernier rapport.

V. POLITIQUES DU GOUVERNEMENT SUR LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Le Gouvernement de Madagascar a mis en place des politiques relatives au travail des enfants, y compris ses pires formes (Tableau 7).

Tableau 7. Politiques relatives au travail des enfants

Politique	Description
Plan d'action national pour éliminer les pires formes de travail des enfants (NAP) (2004-2019)	Vise à améliorer les cadres légaux, intensifier les campagnes de sensibilisation, mobiliser des fonds pour étendre les actions contre le travail des enfants, et mettre à jour les bases de données sur le travail des enfants.(19, 21, 48, 50)
Programme Education pour Tous (2013-2015)†	Etablit une carte compréhensive pour améliorer la qualité et l'accès à l'enseignement de base, et comprend les préoccupations sur le travail des enfants. (19, 45) En 2013, le Gouvernement de Madagascar a lancé le nouveau Programme Education pour Tous et le Plan Provisoire pour l'Education. (43)
Plan Provisoire pour l'Education (2013-2015)†	Intègre les questions relatives au travail des enfants dans les politiques sur l'éducation.(43)
Programme de travail Décent dans le Pays (2008-2013)	Comprend des stratégies pour combattre le travail des enfants, notamment à travers la promotion du dialogue social, les droits principaux et fondamentaux du travail et la protection sociale.(51, 52)
Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (2012-2014)	Comprend des stratégies, y compris la formation des juristes et policiers sur la loi relative au travail des enfants, pour protéger les enfants de la traite des personnes, de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, du travail dangereux, et du travail domestique effectué par des enfants et afin de promouvoir l'inclusion à l'école.(54, 55)

† La politique a été lancée depuis le dernier rapport.

VI. PROGRAMMES SOCIAUX POUR FAIRE FACE AUX PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

En 2013, le Gouvernement de Madagascar a participé et a octroyé un financement à des programmes dont l'un des objectifs était d'éliminer ou de prévenir le travail des enfants, y compris ses pires formes (Tableau 8).

Tableau 8. Programmes sociaux pour faire face au travail des enfants

Programme	Description et objectifs
Projet <i>Tackling Child Labor à travers Education</i> (TACKLE)	Lancé conjointement par la Commission Européenne et le BIT pour lutter contre le travail des enfants à travers l'éducation dans 12 pays du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifiques (ACP).(3, 55) Vise à renforcer la capacité institutionnelle à formuler et mettre en œuvre des stratégies contre le travail des enfants, y compris l'amélioration des revenus des ménages à travers la fourniture d'apports pour augmenter la productivité agricole. En 2013, le projet a inclus des programmes d'actions directes ciblant des enfants à Vakinankaratra, Analanjirofo, Fénériver Est, et Marovoay.(45, 56)
Centre Manjary Soa‡	Programme du Gouvernement qui assure soutien et services aux enfants travailleurs à Antananarivo, réintègre des enfants de moins de 16 ans dans le système d'éducation publique, et dispense une formation professionnalisant aux enfants plus âgés. (48, 57) En 2013, le Gouvernement a octroyé 35.797 \$ au Centre pour des frais médicaux, kits scolaires, repas et salaires pour les deux instructeurs du Centre, le docteur et le superviseur. Le Centre a également retiré 30 enfants du travail des enfants les soumettant à l'exploitation. (1, 7, 21, 58)
Agir contre le travail domestique des enfants en Afrique et dans les pays de l'Union pour la Méditerranée	Projet de 1,3 million \$ financé par le Gouvernement Français sur 3 ans, visant à combattre le travail domestique par des enfants dans des régions spécifiques. (7, 59) En 2013, le projet a retiré ou empêché environ 230 enfants de s'engager dans du travail domestique à Antsirabe et leur a donné une formation professionnelle et les a aidé à trouver du travail décent. (1)
UNICEF - Soutient à l'éducation	Programme de 30 millions \$ financé par l'UNICEF pour soutenir le plan intérimaire du Gouvernement sur l'éducation. (46) Cet investissement cible le soutien à la collecte des données et la conception d'un plan d'action dans les écoles, la construction de salles de classe, la distribution de kits scolaires et les paiements pour les enseignants, la formation des enseignants (sur la manière dont on peut réduire le risque de travail des enfants), et la réponse en cas d'urgence.
Base de données nationale	Une base de données nationale financée par l'UNICEF et géré par le Ministère de la Population rassemble des données à partir de neuf réseaux régionaux de protection des enfants.(36) En 2013, 2.837 cas d'exploitation des enfants ont été documentés, notamment 182 cas qui, selon les estimations, auraient impliqué la traite des enfants.
Ligne verte	Financé par l'UNICEF, un numéro gratuit géré par la Brigade des Mineurs a reçu des signalements de cas d'exploitation des enfants. Ce numéro a reçu 741 appels de signalement, cependant, il n'y a pas de données spécifiques sur les incidents de traite des enfants.(36)
Sensibilisation à Sakahara*‡	Un programme qui sensibilise sur les dangers auxquels font face les enfants travaillant dans des mines, à l'aide de spots radio et de discussions avec le <i>fokontany</i> .(19)
Programme d'Investissement Public pour l'Action	Programme gouvernemental qui soutient la scolarisation et la formation pour les enfants de rue, et qui vise à retirer 40 enfants par an hors des pires formes de travail des enfants.(21, 57)

Sociale (PIP)‡	
Soutien à l'éducation inclusive*	Programmes gouvernementaux destinés à octroyer des subventions de réinsertion scolaire, activités de sensibilisation, soutien en nature pour des écoles, et l'accès à des activités génératrices de revenu qui ciblent des enfants traditionnellement exclus des écoles.(53)
Centre pour la promotion socioéconomique à Ambositra, Rakingaskara*‡	Offre la formation professionnelle en menuiserie pour jeunes garçons.(19)
Séances de formation et sensibilisation sur les droits des enfants	Le Ministère de la Justice et l'UNICEF ont mené des formations comprenant un module spécifique sur la traite des personnes, ainsi que des techniques d'entretien et d'écoute à l'endroit des policiers et des gendarmes. A Antsirabe et Ambositra, le Gouvernement a tenu des ateliers de sensibilisation et des formations sur le travail des enfants.(19)
Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)	Programme de prêt et de subvention (33 millions \$ et de 2 millions\$ respectivement), financé par le FIDA octroyant à des groupes vulnérables, y compris les jeunes illettrés et jeunes femmes à la tête de ménages, avec une formation professionnelle pour améliorer la productivité et vendre des produits agricoles pour augmenter le revenu des ménages. La contribution du gouvernement est estimée à 7,9 millions \$. (60, 61)
Nourriture à l'école, par le Programme Alimentaire Mondial	Soutien à la nourriture à l'école, mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial.(62)

* Il semblerait que l'impact de ce programme sur le travail des enfants n'ait pas été étudié.

‡ Ce programme est financé par le Gouvernement de Madagascar.

En attendant les élections démocratiques, la majeure partie du financement des bailleurs pour les programmes sociaux à Madagascar sont demeurés suspendus depuis le dernier rapport.(1)

En 2013, le Gouvernement a alloué 0,1 pour cent du budget de l'Etat au Département de la Protection de l'Enfant et de la Famille Division au sein du Ministère de la Population, lequel est responsable de la prestation de services sociaux pour les enfants et les familles.(1) Bien que Madagascar dispose de programmes ciblant le travail des enfants, l'étendue en est insuffisante pour aborder entièrement l'ampleur du problème.

Le Gouvernement n'a aucun programme portant sur la pratique traditionnelle de Tsenan'ampela qui, dans certains cas, a plongé des filles dans l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Les bases de données existantes sur le travail des enfants ne sont pas entièrement financées.

VII. SUGGESTIONS D' ACTIONS A PRENDRE PAR LE GOUVERNEMENT AFIN D'ELIMINER LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

Partant des rapports ci-dessus, le Tableau 9 identifie des suggestions d'actions qui aideraient à promouvoir l'élimination du travail des enfants, y compris ses pires formes à Madagascar (Tableau 9).

Tableau 9. Suggestions d'actions à prendre par le gouvernement afin d'éliminer les pires formes de travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année (s) où elle a été proposée
Lois	Approuver la liste des travaux dangereux	2013
Mise en application	Enquêter sur les infractions liées au travail des enfants et aux pires formes de travail des enfants et entamer des actions en justice dans ce domaine, et veiller à ce que les initiatives d'application de la législation soient dotées de financements, de ressources humaines et de moyens de transport suffisants	2009-2013
	Donner des éclaircissements et veiller à ce que les informations sur les poursuites judiciaires sont mises à la disposition du public	2013
Politiques gouvernementales	Raviver les efforts de mise en œuvre des politiques existantes, y compris en exigeant des réunions régulières du Comité national de protection de l'enfant	2010- 2013
Programmes sociaux	Évaluer l'impact des programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants	2010-2013
	Amplifier les programmes de lutte contre la traite et le travail des enfants afin d'atteindre davantage d'enfants risquant de subir les pires formes de travail des enfants	2010-2013
	Financer les subventions couvrant les frais de scolarité, l'alimentation et les fournitures scolaires. Établir et mettre en œuvre un programme visant à remédier au manque d'infrastructures scolaires et d'opportunités de formation professionnelle et technique ainsi qu'au non-enregistrement des naissances, qui limite l'accès des enfants à l'éducation	2011-2013
	Effectuer des recherches pour déterminer les activités des enfants qui travaillent dans le secteur manufacturier et les bars, en situation de travail forcé et de servitude pour dettes afin d'orienter les politiques et les programmes	2013

Désagréger les plaintes reçues par les lignes téléphoniques gratuites de protection des enfants selon le nombre des enfants exploités par le travail	2013
Réaliser des activités de sensibilisation à l'utilisation éventuelle de pratiques culturelles traditionnelles susceptibles de mener à l'exploitation sexuelle commerciale des enfants	2013
Financer pleinement des initiatives telles que les bases de données existantes sur le travail des enfants	2009-2013

REFERENCES

1. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 24 janvier 2014.*
2. ILO-IPEC. *Etat des lieux du Travail des Enfants dans la Filiere Vanille dans la Region de la Sava.* Rapport. Antananarivo; novembre 2011. <http://www.ilo.org/public/french/region/afpro/antananarivo/info/publ/vanisava.htm>.
3. UNESCO Institute for Statistics. *Taux brut d'admission à la dernière classe de l'enseignement primaire. Total.* [accédé le 10 février 2014]; <http://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx?SPSLanguage=EN>. Les données indiquées représentent le taux brut d'admission à la dernière classe de l'enseignement primaire. Ceci est une mesure indirecte pour l'achèvement de l'enseignement primaire. Pour plus d'informations, veuillez consulter le chapitre intitulé " Statistiques sur le travail des enfants et l'enseignement: sources et définitions" dans ce report.
4. UCW. *Analyse de des activités économiques des enfants et statistiques sur la scolarisation tirées des enquêtes nationales sur les ménages ou le travail des enfants.* Données originales tirées de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 2007. Il est particulièrement difficile de collecter des données statistiques fiables sur les pires formes de travail des enfants, vu la nature parfois cachée ou illégale des pires formes. Par conséquent, les statistiques sur le travail des enfants en général sont indiquées dans ce tableau, qui peut inclure ou non les pires formes de travail des enfants. Pour plus d'informations sur les sources utilisées, la définition du terme "enfants travailleurs" et les autres indicateurs utilisés dans ce rapport, veuillez consulter le chapitre intitulé " Statistiques sur le travail des enfants et l'éducation: sources et définitions" dans ce rapport.
5. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 24 mars 2011.
6. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 10 mars 2010.*
7. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 5 février 2013.*
8. McDougall, D. "Bitter plight of the vanilla trade children." stopchildlabor. org [en ligne] 14 mars 2010 [cité le 14 mars 2014]; <http://stopchildlabor.org/?p=2072>.
9. "Vanilla to Taste Even Sweeter." allafrika.com [en ligne] 22 novembre 2012 [cité le 10 mars 2014]; <http://allafrica.com/stories/201211240310.html>.
10. AFP. "20.000 enfants travaillent dans la production de vanille à Madagascar." moneyweb.co.za [en ligne] 4 décembre 2012 [cité le 10 mars 2014]; <http://www.moneyweb.co.za/moneyweb-africa/20000-children-work-in-madagascar-vanilla-producti>.
11. PACT Inc. *Combattre le travail des enfants à des fins d'exploitation à travers l'éducation à Madagascar ("KILONGA").* Rapport de progrès technique. Washington, DC; septembre 2011.
12. PACT Inc. communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 16 mars 2011.
13. Département d'Etat des Etats-Unis. "Madagascar," dans le *Rapports par pays sur les pratiques relatives aux droits de l'homme - 2013.* Washington, DC; 27 février 2014; <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dld=220130>.
14. Zegers, M. *Evaluation Finale Indépendante: Combattre le travail des enfants à des fins d'exploitation à Madagascar.* Rapport d'Evaluation Finale. Washington, DC; 15 septembre 2012. http://www.dol.gov/ilab/projects/sub-saharan_africa/Madagascar_CECL_feval.pdf.
15. PACT Inc. communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 12 mars 2014.
16. Gouvernement de Madagascar. *Liste validée des types de travail dangereux à Madagascar (DRAFT).* Antananarivo; 2013.

17. Comité des Experts du BIT. *Rapport du Comité des Experts sur la mise en application des conventions et des recommandations*. Genève; 25 février 2013. http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/102/reports/reports-submitted/WCMS_205472/lang--en/index.htm.
18. Responsable de l'USDOL. Rapport de mission. Washington, DC; septembre 2011.
19. Conseil de l'Assemblée Générale de l'ONU sur les droits de l'homme. *Rapport du Rapporteur Spécial sur les forms contemporaines de l'esclavage, y compris ses causes et conséquences, Gulnara Shahinian - Addendum: Mission à Madagascar (10 au 19 décembre 2012)*. Genève; 24 juillet 2013. Rapport N° A/HRC/24/43/Add.2. http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session24/Documents/A-HRC-24-43-Add2_en.pdf.
20. Réseaux d'Information Régionale Intégrée. "Madagascar: les écolières attrapent la fièvre de l'or." IRINnews.org [en ligne] 9 juin 2011 [cité le 10 mars 2014]; <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4df1ead22.html>
21. Comité des Experts du BIT. *Observation individuelle sur la Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (No. 182) Madagascar (ratification: 2001) Publié: 2013*; accédé le 7 février 2014; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
22. "Madagascar doit combattre la pauvreté pour éradiquer l'esclavage, exhorte un Expert indépendant de l'ONU." allafrika.com [en ligne] 19 décembre 2012 [cité le 10 mars 2014]; <http://allafrica.com/stories/201212200326.html>.
23. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 25 février 2010*.
24. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo, communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 31 mai 2013.
25. Comité des Experts du BIT. *Observation individuelle sur la Convention sur l'âge minimum, 1973 (N° 138) Madagascar (ratification: 2000) Publié: 2012*; accédé le 10 mars 2014; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
26. ILO-IPEC. *La problématique du travail domestique des enfants au centre des discussions de l'Atelier de formation et d'échanges des Inspecteurs du Travail de Madagascar*. Antananarivo; 23 novembre 2011. <http://www.ilo.org/public/french/region/afpro/antananarivo/pdf/forminsp.pdf>.
27. "Montée du tourisme sexuel et de la prostitution infantile à Madagascar." news.africaseer.com [auparavant en ligne] 15 juin 2011 [cité le 10 mars 2014]; <http://news.africaseer.com/general/general-african-news/134048-sex-tourism-and-child-prostitution-on-the-rise-in-madagascar.html> [source en archives].
28. Razafison, R. "Un avenir gaspillé: Madagascar dépouille ses enfants." africareview.com [en ligne] 16 octobre 2012 [cité le 10 mars 2014]; <http://www.africareview.com/Special-Reports/Madagascar-and-her-child-labourers-and-prostitutes/-/979182/1534508/-/o8j6jdz/-/index.html>.
29. Réseaux d'Information Régionale Intégrée. "Madagascar: le sexe pour la survie." IRINnews.org [en ligne] 28 août 2012 [cité le 28 octobre 2012]; <http://www.irinnews.org/Report/96193/MADAGASCAR-Sex-for-survival>.
30. Réseaux d'Information Régionale Intégrée. "Madagascar: le sexe pour les frais scolaires." IRINnews.org [en ligne] 1^{er} août 2011 [cité le 10 mars 2014]; <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=93390>.
31. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 13 mars 2012.
32. Département d'Etat des Etats-Unis. "Madagascar" dans le *Rapport sur la traite des personnes - 2013*. Washington, DC; 19 juin 2013; <http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2013/215509.htm>.
33. Réseaux d'Information Régionale Intégrée. "Madagascar: l'enseignement primaire n'est plus gratuit." IRINnews.org [en ligne] 18 mars 2011 [cité le 10 mars 2014]; <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=92235>.
34. Jérôme Ballet, Augendra Bhukuth, Felana Rakotonirinjanahary, et Miantra Rakotonirinjanahary. "Raisons familiales derrière les enfants mendiant à Antananarivo." *Population* 65(4): 695-712 (2010); <http://www.cairn.info/revue-population-english-2010-4-page-695.htm>.
35. Comité des Experts du BIT. *Demande individuelle directe concernant la Convention sur le travail forcé, 1930 (N° 29) Madagascar (ratification: 1960) Soumis: 2013*; accédé le 10 mars 2014; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
36. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo. *Rapport, 14 février 2014*.
37. Ross, A. "Madagascar, où la prostitution infantile est banale, coûte peu et 'frivole'." minnPost.com [en ligne] 31 janvier 2014 [cité le 18 avril 2014]; <http://www.minnpost.com/global-post/2014/01/madagascar-where-child-prostitution-common-cheap-and-trivial>.
38. Réseaux d'Information Régionale Intégrée. "Madagascar: les bailleurs accordant des fonds malgré les sanctions." IRINnews.org [en ligne] 30 novembre 2011 [cité le 11 mars 2014]; <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportID=94351>.
39. Gouvernement de Madagascar. *Code du travail, loi n° 2003-044, promulguée le 10 juin 2004*. <http://www.droit-afrique.com/images/textes/Madagascar/Mada%20-%20Code%20du%20travail.pdf>.

40. Gouvernement de Madagascar. *Décret N° 2007-563*, promulgué le 3 juillet 2007. <http://www.mfptls.gov.mg/Decret%20travail/DECRET%20n%202007%20-%20563%20travail%20des%20enfants.pdf>.
41. Gouvernement de Madagascar. *Modifiant et complétant certaines dispositions du Code Pénal sur la lute contre la traite des personnes et le tourisme sexuel*, Loi N° 2007-038, promulguée le 14 janvier 2008.
42. Gouvernement de Madagascar. *Extrait de l'ordonnance n°78-002 du 16 Février 1978 sur les principes généraux du Service National*, promulgué le 1978.
43. Gouvernement de Madagascar. *Loi Constitutionnelle*, N° 2007, promulguée le 27 avril 2007. http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=177213.
44. Gouvernement de Madagascar. *Loi n° 2008-011 modifiant certaines dispositions de la Loi n° 2004-004 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar*, promulguée le juin 20, 2008. http://www.ilo.org/dyn/natlex/natlex_browse.details?p_lang=fr&p_country=MDG&p_classification=09&p_origin=SUBJECT.
45. ILO-IPEC. *Bonnes pratiques pour faire face au travail des enfants à travers l'éducation*. Genève; 2013. <http://www.ilo.org/ipeinfo/product/download.do?type=document&id=22956>.
46. Ambassade des Etats-Unis- Antananarivo communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 23 mai 2014.
47. Comité des Experts du BIT. *Demande individuelle directe concernant la Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999 (N° 182) Madagascar (ratification: 2001) Publié: 2013*; accédé le 18 avril 2014; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
48. Gouvernement de Madagascar. *Travail des Enfants à Madagascar*. Antananarivo; 6 janvier 2009.
49. Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant. *Liste des problèmes concernant les informations additionnelles et mises à jour relatives à la considération des troisième et quatrième rapports périodiques conjoints de Madagascar*. Genève; 27 octobre 2011. Rapport n° CRC/C/MDG/Q/3-4/Add.1. <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4ef1dacc2.html>.
50. Comité des Experts du BIT. *Observation individuelle concernant la Convention sur l'âge minimum, 1973 (N° 138) Madagascar (ratification: 2000) Publié: 2013*; accédé le février 7, 2014; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
51. Gouvernement de Madagascar. *Programme Pays Décent pour le Travail Decent 2010-2013*. Genève, OIT; juin 2010. <http://www.ilo.org/public/english/bureau/program/dwcp/download/madagascar.pdf>.
52. ILO-IPEC. *Promotion de l'Emploi Décent et Productif des Jeunes en Milieu Rural*. Antananarivo; février 2012. <http://www.ilo.org/public/french/region/afpro/antananarivo/info/publ/promempd.htm>.
53. d'Aiglepierre, R. *Exclusion de l'école primaire et moyens d'améliorer l'inclusion à Madagascar*. New York, UNICEF; février 2012. http://www.unicef.org/madagascar/EXCLUSION-INCLUSION_ENG.pdf.
54. ONU. *Programme intérimaire des Nations Unies à Madagascar 2012-2013*. Genève; février 2012.
55. *Aborder le problème du travail des enfants à travers l'éducation dans les Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (TACKLE)*, ILO-IPEC, [en ligne] [cité le 10 mars 2014]; <http://www.ilo.org/ipec/projects/global/tackle/lang--en/index.htm>.
56. *Madagascar*, ILO-IPEC, [en ligne] [cité le 10 mars 2014]; <http://www.ilo.org/ipec/projects/global/tackle/madagascar/lang--en/index.htm>.
57. Comité des Experts du BIT. *Observation individuelle concernant les pires formes du travail des enfants, 1999 (N° 182) Madagascar (ratification: 2001) Publié: 2012*; accédé le 28 octobre 2012; <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:1:0::NO::>.
58. *Le Centre Manjary SOA (C.M.S.)*, Gouvernement de Madagascar, [en ligne] [cité le 10 mars 2014]; http://www.lcte.gov.mg/article.php?id_article=9.
59. ILO-IPEC Genève, communication officielle par courriel au responsable de l'USDOL. 4 avril 2014.
60. Fonds International pour le Développement Agricole. *Madagascar va recevoir un prêt et une subvention de 35 millions US\$ du FIDA et un prêt de 14,29 millions € du Spanish Trust Fund*. Déclaratino à la presse. Rome; 3 août 2012. <http://www.ifad.org/media/press/2012/45.htm>.
61. *Madagascar: Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)*, Fonds International pour le Développement Agricole, [en ligne] [cité le 10 mars 2014]; <http://www.ifad.org/operations/pipeline/pf/madagascar.htm>.
62. Programme Alimentaire Mondiale de l'ONU. "Madagascar: le PAM renforce ses programmes à Madagascar avec le soutien de la suisse." *allafrica.com* [en ligne] 14 février 2014 [cité le 10 mars 2014]; http://allafrica.com/stories/201402181158.html?aa_source=acrdn-f0.